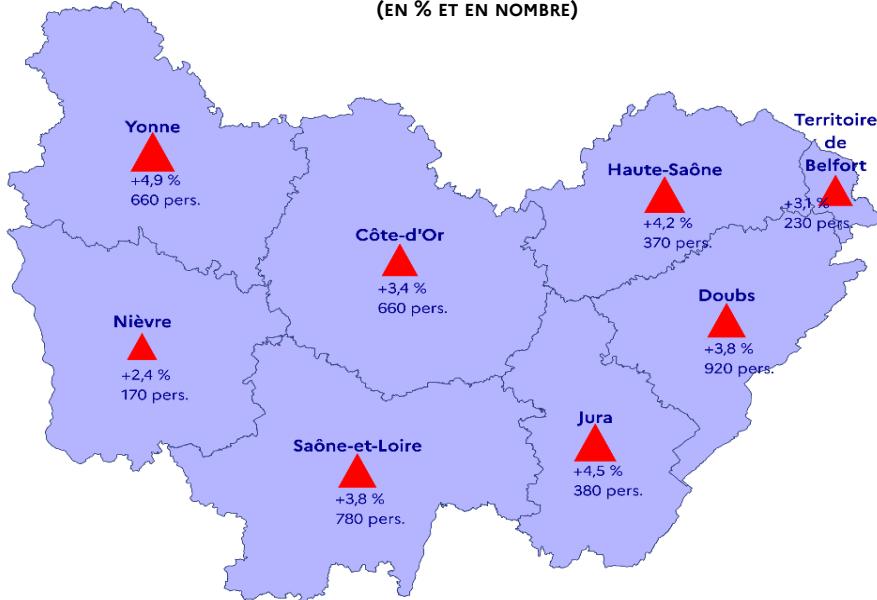


## MARCHÉ DU TRAVAIL, ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS DÉPARTEMENT DE LA NIÈVRE

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CAT. A) AU 4<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2025  
(EN % ET EN NOMBRE)



France métropolitaine : Evolution DEFM Cat. A :  
+ 2,8 % par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre 2025

Source : France Travail-Dares, STMT

### Au troisième trimestre 2025

L'emploi salarié (privé et public) dans la Nièvre recule de 0,3 %, soit environ 190 emplois perdus par rapport au trimestre précédent. Hors intérim, les difficultés s'accentuent dans l'industrie, dont les effectifs diminuent de 1,4 % après -0,5 % au 2<sup>ème</sup> trimestre, en particulier dans l'agro-alimentaire. Après une phase de stabilité, la construction enregistre de nouveau une baisse de ses effectifs (-0,8 %). Les services non marchands, principaux pourvoyeurs d'emplois, sont en retrait (-0,2 %). Dans le commerce, les créations d'emplois observées au 2<sup>ème</sup> trimestre se stabilisent. L'activité dans les services marchands recule (-0,2 %), sous l'effet notamment du repli des services aux ménages (-1,3 %). La demande d'intérim demeure faible, sauf dans le commerce où elle progresse fortement. Le recours à l'activité partielle bien que marginal, reste supérieur à son niveau de 2024. Enfin, le nombre de foyers bénéficiaires du RSA reste stable et comparable à celui observé un an plus tôt.

### Au quatrième trimestre 2025

Le volume d'heures alloué à l'activité partielle, qui traduit les anticipations de difficultés par les employeurs, augmente fortement par rapport à celui accordé au 3<sup>ème</sup> trimestre, notamment dans l'industrie. Les défaillances d'entreprises reculent par rapport à leur niveau 2024, menaçant près d'une centaine d'emplois. En parallèle, les créations d'entreprises reculent par rapport à l'an passé, avec environ 150 nouveaux entrepreneurs recensés (hors micro-entrepreneurs). Sur le marché du travail, la demande d'emploi de catégories A, B et C augmente légèrement par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre, une hausse moins marquée que celle observée en moyenne dans la région (+1,1 %). Cette évolution ne traduit pas nécessairement une dégradation de la situation du marché du travail, mais résulte de changements dans les règles de gestion des inscriptions et de l'actualisation. L'inscription automatique des bénéficiaires du RSA et des jeunes en parcours d'insertion entraîne mécaniquement une hausse du nombre d'inscrits. De plus, la réduction des radiations administratives, liée au nouveau régime de sanctions, accentue ce mouvement.

Directeur de la publication : Simon-Pierre Eury

Conception et réalisation : Service Études Statistiques Évaluation (SESE)

Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS)

de Bourgogne-Franche-Comté - 5 place Jean Cornet - 25041 Besançon Cedex

[www.bourgogne-franche-comte.dreets.gouv.fr](http://www.bourgogne-franche-comte.dreets.gouv.fr)

Pour toute demande d'information : [dreets-bfc.statistiques@dreets.gouv.fr](mailto:dreets-bfc.statistiques@dreets.gouv.fr)

### ► CHIFFRES CLÉS

#### ● INSCRITS À FRANCE TRAVAIL

##### (DONNÉES CVS)

Cat. A : 7 310 (+ 2,4 % sur un trim.)  
Cat. B, C : 5 330 (- 2,7 % sur un trim.)  
Cat. A, B, C : 12 650 (+ 0,2 % sur un trim.)  
Cat. A,B,C,D,E : 14 190 (- 0,6 % sur un trim.)

##### (DONNÉES BRUTES)

Cat. F : 713  
Cat. G : 3 513

#### ● TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)

7,1 % au 3<sup>ème</sup> trimestre 2025  
+ 0,1 pt par rapport au 2<sup>ème</sup> Trim. 2025  
(France métropolitaine : 7,5 % ; + 0,1 pt)

#### ● EMPLOI SALARIÉ

63 870 au 3<sup>ème</sup> trimestre 2025  
- 0,3 % par rapport au 2<sup>ème</sup> Trim. 2025

#### ● RECOURS À L'INTÉRIM

1 600 intérimaires au 3<sup>ème</sup> trimestre 2025  
+ 0,6 % par rapport au 2<sup>ème</sup> Trim. 2025

4<sup>ème</sup> Trimestre 2025

# Les inscrits à France Travail

## Tenus de rechercher un emploi

	T4 2025		Var. (en %) sur	
			1 trim.	1 an
<b>Nièvre :</b>				
Données CVS-CJO				
Catégorie A	7 310		+2,4	+7,3
Catégories B, C	5 330		-2,7	+0,8
Catégories A, B, C	12 650		+0,2	+4,5
<b>Bourgogne-Franche-Comté :</b>				
Données CVS-CJO				
Catégorie A	113 420		+3,8	+6,8
Catégories B, C	94 190		-1,9	+0,7
Catégories A, B, C	207 610		+1,1	+3,9
Catégories A, B, C hors RSA, hors jeunes en parcours	170 520		+0,8	+2,4

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

## Non tenus de rechercher un emploi

	T4 2025		Var. (en %) sur	
			1 trim.	1 an
<b>Nièvre :</b>				
Données CVS-CJO				
Catégorie D	750		-10,7	-9,6
Catégorie E	790		-3,7	-10,2
Données brutes				
Catégorie F	713		/	/
Catégorie G	3 513		/	/
<b>Bourgogne-Franche-Comté :</b>				
Données CVS-CJO				
Catégorie D	12 300		-10,2	-5,1
Catégorie E	13 000		+2,8	+0,1
Données brutes				
Catégorie F	14 505		/	/
Catégorie G	21 882		/	/

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

### Catégories A, B, C, D, E, F et G : quelle différence ?

**Cat. A** : personne sans emploi, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

**Cat. B** : personne ayant exercé une activité réduite de 78 heures maximum par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

**Cat. C** : personne ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

 Pour en savoir plus : [Les inscrits à France Travail | DARES](#)

**Cat. D** : personne sans emploi, qui n'est pas immédiatement disponible, et qui n'est pas tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (demandeurs d'emploi en formation, en maladie, etc...).

**Cat. E** : personne en emploi, non tenue de faire des actes positifs de recherche d'emploi (créateurs d'entreprise, bénéficiaires de contrats aidés...).

**Cat. F** : personne en accompagnement social.

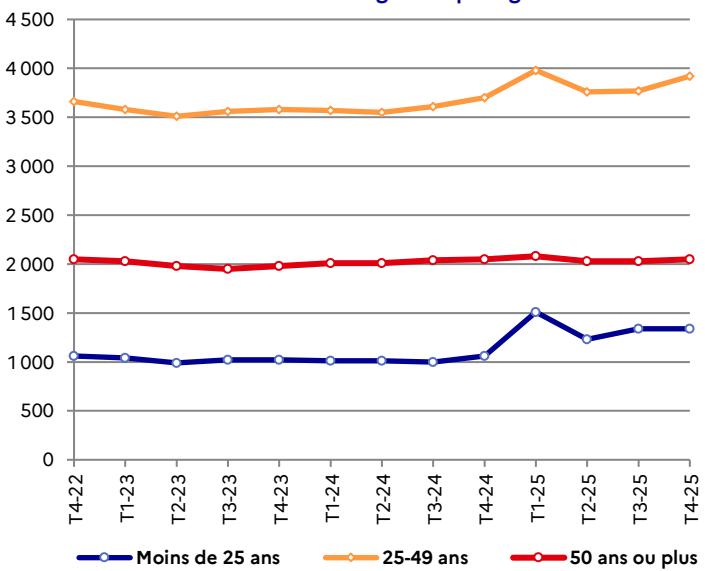
**Cat. G** : regroupe l'ensemble des bénéficiaires du RSA, en attente d'orientation, qui n'étaient pas inscrits avant le 1er janvier 2025.

## Caractéristiques des inscrits en Cat. A

Données CVS-CJO	Nièvre			BFC	
	T4 2025	Var. (en %) sur	1 trim.	Var. (en %) sur	1 trim.
<b>Catégorie A</b>					
Hommes	3 950	+1,5	+6,2	+3,8	+6,7
< 25 ans	730	0,0	+25,9	+3,4	+24,7
25 - 49 ans	2 140	+2,4	+4,9	+4,8	+4,7
50 ans ou plus	1 080	+0,9	-1,8	+2,0	+1,2
Femmes	3 360	+3,4	+8,7	+3,8	+6,9
< 25 ans	610	0,0	+27,1	+3,4	+22,4
25 - 49 ans	1 790	+6,5	+7,8	+4,2	+4,9
50 ans ou plus	960	0,0	+1,1	+3,3	+3,0
<b>Total</b>	<b>7 310</b>	<b>+2,4</b>	<b>+7,3</b>	<b>+3,8</b>	<b>+6,8</b>
< 25 ans	1 340	0,0	+26,4	+3,4	+23,6
25 - 49 ans	3 920	+4,0	+5,9	+4,5	+4,8
50 ans ou plus	2 050	+1,0	0,0	+2,6	+2,1

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

### Inscrits en catégorie A par âge



### Avertissement évolution des règles d'actualisation et des sanctions :

Au premier semestre 2025, les évolutions sont affectées par des changements dans les règles d'actualisation et l'entrée en vigueur du décret relatif aux sanctions. Entre le 1er et le 2e trimestre 2025, les changements des règles d'actualisation ont un impact à la baisse sur le nombre d'inscrits en catégorie A, un impact à la hausse sur les effectifs en catégories B et C, ainsi que sur les sorties des catégories A, B, C. En juin 2025, le décret relatif aux sanctions applicables aux inscrits à France Travail en cas de manquement à leurs obligations est entré en vigueur. Sans la mise en application de ce décret, le nombre moyen d'inscrits en catégories A et A, B, C aurait été moins élevé.

## Caractéristiques des inscrits en Cat. A, B, C

Données CVS-CJO	Nièvre			BFC		
	T4		Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
	Catégories A, B, C	2025	1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Hommes	6 320	-0,5	+4,5	+1,1	+4,5	
< 25 ans	1 070	-1,8	+15,1	+2,0	+18,2	
25 - 49 ans	3 540	-0,3	+3,8	+1,1	+2,8	
50 ans et plus	1 720	0,0	+0,6	+0,5	+1,1	
Femmes	6 330	+1,0	+4,6	+1,1	+3,3	
< 25 ans	980	-1,0	+21,0	+2,0	+15,7	
25 - 49 ans	3 460	+2,7	+3,3	+1,1	+1,7	
50 ans et plus	1 890	-1,0	0,0	+0,7	+1,3	
<b>Total</b>	<b>12 650</b>	<b>+0,2</b>	<b>+4,5</b>	<b>+1,1</b>	<b>+3,9</b>	
< 25 ans	2 050	-1,4	+17,8	+2,0	+17,0	
25 - 49 ans	6 990	+1,0	+3,4	+1,1	+2,3	
50 ans et plus	3 610	-0,6	0,0	+0,6	+1,2	

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

## Ancienneté d'inscription

Données CVS-CJO	Nièvre			BFC		
	T4		Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
	Catégories A, B, C	2025	1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Moins de 1 an				6 880	-0,1	+2,4
DELD :					-0,3	+1,1
1 à 2 ans				2 640	+0,4	+11,9
2 à 3 ans				1 170	+1,7	+6,4
3 ans et plus				1 960	+0,5	+2,6
<b>Total DELD</b>				<b>5 770</b>	<b>+0,7</b>	<b>+7,2</b>
<b>Part des DELD</b>				<b>45,6%</b>	<b>+0,2 pt</b>	<b>+1,1 pt</b>
					<b>+0,7 pt</b>	<b>+1,5 pt</b>

## Les flux d'entrées à France Travail par motif

Données brutes	Nièvre			BFC		
	T4		Var. annuelle		Var. annuelle	
	Catégories A, B, C	2025	en nbre	en %	en nbre	en %
Fin de contrat	196	-39	-16,6	-631	-17,8	
Fin de mission d'intérim	53	-15	-21,6	-385	-24,0	
Démission	50	-22	-30,4	-165	-15,1	
Rupture conventionnelle	58	-2	-3,9	-108	-9,0	
Licenc. économique	17	0	-1,9	0	+0,1	
Autre licenciement	60	-21	-26,2	-43	-3,5	
Première entrée sur le marché du travail <sup>(1)</sup>	42	-32	-43,4	-222	-22,8	
Retour d'inactivité <sup>(2)</sup>	187	-22	-10,5	-346	-10,4	
Réinscription rapide <sup>(3)</sup>	166	-44	-21,0	-740	-22,7	
Autres motifs <sup>(4)</sup>	904	+826	+1063,5	+11 967	+802,1	
Motif indéterminé	150	+48	+47,4	+647	+37,8	
<b>Total</b>	<b>1 884</b>	<b>+676</b>	<b>+56,0</b>	<b>+9 973</b>	<b>+50,2</b>	

(1) Incription à France Travail d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.

(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.

(3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).

(4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi. Inclut depuis janvier 2025 les motifs d'entrée des publics "loi pour le plein emploi" (demande de RSA, parcours contractualisé en mission locale, Cap'Emploi).

### Avertissement :

A partir de janvier 2025, toute personne qui fait une demande de RSA est automatiquement inscrite à France Travail.

A partir de janvier 2025, toute personne qui est suivie en CEJ ou Pacea par une mission locale et en recherche d'emploi, ou qui est suivie par cap emploi est automatiquement inscrite à France Travail.

## Les flux de sorties à France Travail par motif

Données brutes	Nièvre			BFC		
	T4		Var. annuelle		Var. annuelle	
	Catégories A, B, C	2025	en nbre	en %	en nbre	en %
Reprise d'emploi déclarée <sup>(1)</sup>	169	+4	+2,6	+349	+15,5	
Entrée en stage ou formation	102	-33	-24,6	-498	-22,8	
Arrêt de recherche (maternité, maladie, retraite)	114	-10	-7,8	+148	+7,8	
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation <sup>(2)</sup>	1 327	+794	+149,0	+11 232	+121,4	
Radiation administrative	5	-113	-95,8	-1 726	-95,1	
Autre cas <sup>(3)</sup>	171	+69	+68,0	+1 390	+84,6	
<b>Total</b>	<b>1 889</b>	<b>+712</b>	<b>+60,4</b>	<b>+10 895</b>	<b>+57,2</b>	

(1) Uniquement celles connues par France Travail. Une mesure plus complète des sorties pour reprise d'emploi est donnée par l'enquête Sortants.

(2) À partir de janvier 2025, les défauts d'actualisation regroupent les défauts d'actualisation des publics "loi pour le plein emploi" et les cessations d'inscription historiques pour défaut d'actualisation

(3) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

# Les inscrits à France Travail par CLPE\*

\* CLPE : Comité Local Pour l'emploi

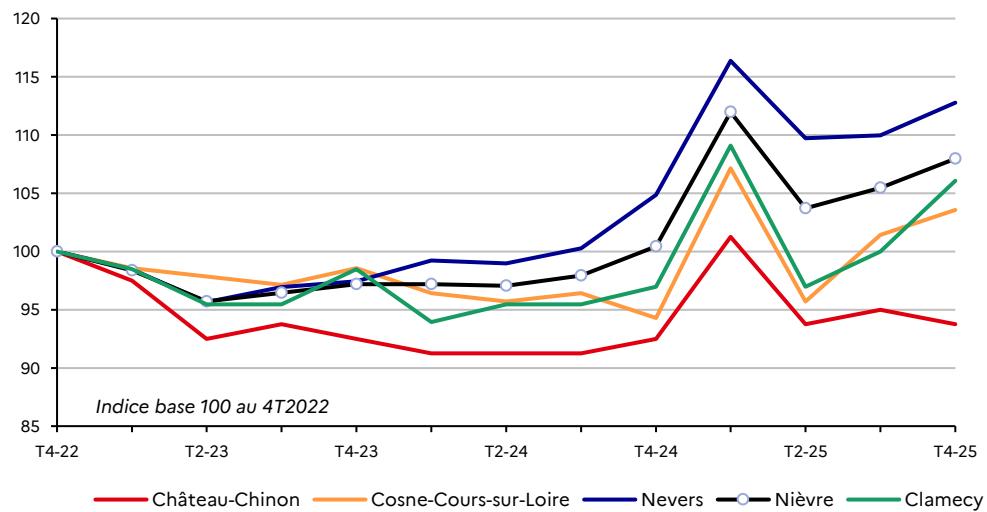
## Caractéristiques des inscrits en Cat. A

Données CVS-CJO Catégorie A	T4 2025	Var. (en %) sur		Part (en %) des		
		1 Trim.	1 an	Femmes	-25 ans	Seniors
Château-Chinon	750	-1,3	+1,4	45,3	13,3	37,3
Clamecy	700	+6,1	+9,4	44,3	15,7	32,9
Cosne-Cours-sur-L.	1 450	+2,1	+9,8	47,6	17,9	30,3
Nevers	4 410	+2,6	+7,6	45,8	19,7	24,9
<b>Nièvre</b>	<b>7 310</b>	<b>+2,4</b>	<b>+7,3</b>	<b>46,0</b>	<b>18,3</b>	<b>28,0</b>

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

Calculs des CVS-CJO infra-départementales : Dreets Bourgogne-Franche-Comté / SESE

## Evolution des inscrits de Cat. A (données CVS-CJO)



## Ancienneté d'inscription des inscrits de Cat. ABC

Données CVS-CJO Catégories A, B, C	T4 2025	Var. (en %) sur		Plus de un an		
		1 Trim.	1 an	T4 2025	Var. (en %) sur	
					1 Trim.	1 an
Château-Chinon	1 440	-1,4	+0,7	760	0,0	+7,0
Clamecy	1 220	+2,5	+8,0	600	+1,7	+5,3
Cosne-Cours-sur-L.	2 770	+1,1	+7,4	1 310	-0,8	+6,5
Nevers	7 220	-0,1	+3,7	3 100	+1,0	+8,0
<b>Nièvre</b>	<b>12 650</b>	<b>+0,2</b>	<b>+4,5</b>	<b>5 770</b>	<b>+0,7</b>	<b>+7,2</b>

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

## Les flux d'entrées et de sorties

Entrées en Cat. A, B, C		Sorties en Cat. A, B, C	
Nombre	Evol. (%) Trim.	Nombre	Evol. (%) Trim.
170	0,0	180	+12,5
190	+11,8	180	+5,9
450	+9,8	460	+24,3
1 020	+5,2	1 050	+11,7
<b>1 840</b>	<b>+7,0</b>	<b>1 870</b>	<b>+14,0</b>

### Note méthodologique :

La correction des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO) permet de rendre les évolutions pertinentes pour l'analyse conjoncturelle. Les coefficients de correction des variations saisonnières et des jours ouvrables sont estimés une fois par an pour la 1ère publication de l'année. Lorsque ces coefficients sont réestimés, les séries CVS-CJO sont révisées sur tout leur historique. La prochaine campagne d'actualisation des coefficients aura lieu en avril 2026.

Les données ici présentes portent sur le périmètre géographique des Comités Locaux Pour l'Emploi instaurés par la loi pour le plein emploi depuis janvier 2025. Les comités définissent les stratégies locales de l'emploi et les traduisent de manière opérationnelle. Le préfet de département arrête les limites géographiques des comités locaux, en concertation avec le président du conseil régional et le président du conseil départemental.

# Les entreprises

## Activité partielle

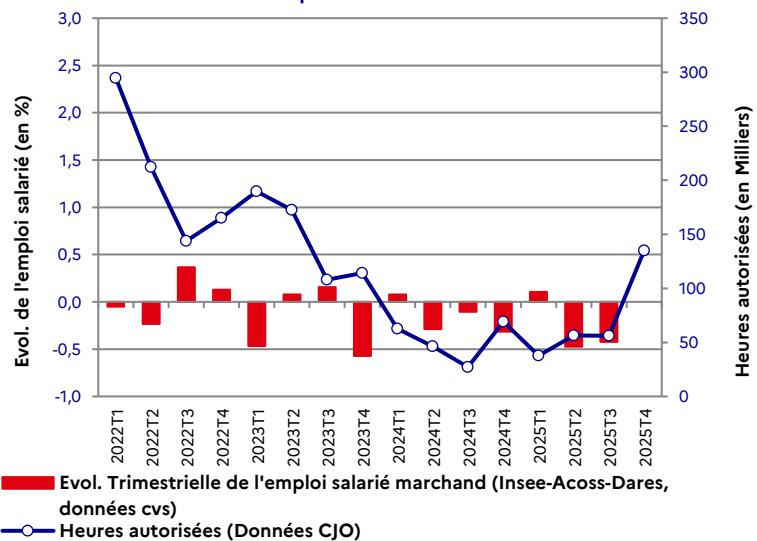
Données CJO*		Nièvre	
Heures autorisées		T3 2025	T4 2025
Nombre de demandes en cours		25	28
Volume d'heures autorisées		56 171	134 764
dont :			
Agriculture		0	0
Industrie		52 911	127 423
Construction		282	0
Commerce		364	1 400
Services		2 614	5 941
Etablissements autorisés		21	18
dont :			
établs de 50 sal. et plus		2	3
Nombre de salariés concernés**		456	1 139
Total heures autorisées 12 mois glissés		219 488	284 979

Source : DARES/Dreets BFC

\* corrigées des effets des jours ouvrables

\*\* en moyenne sur le trimestre

### Activité partielle : heures autorisées



Heures consommées		Nièvre	
		T2 2025	T3 2025
Nombre d'heures consommées*		22 856	7 970
dont :			
Agriculture		147	0
Industrie		19 041	7 268
Construction		672	256
Commerce		0	308
Services		2 997	138
Etabls ayant consommé des heures		21	13
dont :			
établs de 50 sal. et plus		0	0
Nombre de salariés concernés**		129	58
Total heures consommées 12 mois glissés		82 041	82 925

Source : DARES/Dreets BFC

\* un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

\*\* en moyenne sur le trimestre

**Avertissement :** Les consommations d'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées

## Créations d'entreprises

Données brutes		Nièvre	
Créations d'entreprises		T4 2025	Evol./T4 2024
			(en %)
Nombre de créations d'entreprises		534	+18,7
dont :			
Entreprises individuelles		69	-11,5
Micro-entrepreneurs		381	+33,7
Sociétés		84	-3,4
Cumul sur 12 mois glissés		2 184	+8,4
Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs		153	-7,3
Cumul sur 12 mois glissés		725	+1,3

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

**Avertissement :**

Depuis la publication de janvier 2022, les créations d'entreprises sont calculées selon un dispositif rénové. Il en résulte un relèvement, en niveau, de l'historique des créations d'entreprises.

Pour en savoir plus : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6327330#documentation>.

## Défaillances d'entreprises

Ouvertures de procédures		Nièvre	
		T4 2025	Evol./T4 2024
			(en %)
Nombre d'ouvertures de procédures		50	-9,1
dont :			
Redressements judiciaires		19	-32,1
Liquidations judiciaires directes		25	-7,4
Nombre d'emplois menacés		109	+1,9
dont :			
Agriculture		5	s
Industrie		24	+200,0
Construction		45	+15,4
Commerce		9	-25,0
Services		29	-32,6
Total des ouvertures sur 12 mois glissés		161	+5,2

Source : Société ALTARES-BODACC/Traitemet Dreets BFC-SESE

s : secret statistique

# L'emploi salarié

## Effectifs salariés par secteur d'activité

### Avertissement :

Les estimations trimestrielles d'emploi sont révisées sur le passé car elles bénéficient de plusieurs changements méthodologiques. Les alternants sont désormais inclus explicitement dans les statistiques d'emploi salarié. Pour en savoir plus : [https://www.insee.fr/fr/statistiques/documentation/Emploi\\_note-methodo\\_mai\\_2022.pdf](https://www.insee.fr/fr/statistiques/documentation/Emploi_note-methodo_mai_2022.pdf)

Nièvre  3 <sup>ème</sup> trimestre 2025 (Données CVS)		Emploi hors intérim						Emploi y compris intérim (1)					
		Nombre de salariés	Evolution				Nombre de salariés	Evolution				Nombre de salariés	Evolution
			Trimestrielle en nbre	en %	Annuelle en nbre	en %		Trimestrielle en nbre	en %	Annuelle en nbre	en %		
<b>Agriculture</b>		1 340	+10	+0,4	+70	+5,3	1 350	0	+0,2	+70	+5,1		
<b>Industrie</b>		8 360	-110	-1,4	-190	-2,3	9 150	-110	-1,2	-200	-2,2		
Industrie agro-alimentaire		1 010	-50	-4,5	-40	-3,8	1 120	-30	-2,2	-30	-2,6		
Industries extractives, énergie, eau, déchets		860	0	-0,1	+20	+2,5	900	0	-0,0	+20	+2,0		
Equipements élec. électron. info., autres machines		820	-10	-0,9	-20	-2,9	870	-10	-1,0	-20	-2,2		
Matériel de transport		920	0	+0,0	-20	-1,8	1 080	+10	+0,7	-30	-2,4		
Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie, ...)		4 750	-60	-1,2	-130	-2,7	5 180	-90	-1,7	-140	-2,7		
<b>Construction</b>		3 100	-30	-0,8	-80	-2,4	3 230	-40	-1,1	-80	-2,5		
<b>Commerce ; réparation auto.</b>		8 260	0	+0,0	-40	-0,4	8 380	+20	+0,2	-290	-3,3		
<b>Services marchands</b>		15 110	-30	-0,2	+100	+0,6	15 520	-20	-0,1	+110	+0,7		
Transports et entreposage		3 960	0	+0,0	-20	-0,4	4 140	+20	+0,4	+20	+0,4		
Hébergement et restauration		2 100	0	-0,1	-10	-0,6	2 120	0	-0,0	-10	-0,7		
Information et communication		280	-10	-2,2	-20	-6,2	280	-10	-2,2	-20	-6,2		
Services financiers		1 230	-10	-0,6	+20	+1,5	1 230	-10	-0,5	+20	+1,5		
Services immobiliers		440	-10	-2,6	-10	-2,6	450	-10	-3,2	-10	-2,7		
Services aux entreprises		3 670	+40	+1,1	+170	+4,8	3 870	+40	+1,1	+160	+4,2		
Services aux ménages		3 430	-50	-1,3	-30	-0,9	3 440	-50	-1,3	-40	-1,1		
<b>Services non marchands</b>		26 190	-40	-0,2	-180	-0,7	26 250	-40	-0,2	-200	-0,7		
<b>Ensemble</b>		62 350	-210	-0,3	-320	-0,5	63 870	-190	-0,3	-590	-0,9		

Champ : emploi salarié total (marchand et non marchand)

Source emploi : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim : Dares, déclaration sociale nominative (DSN)

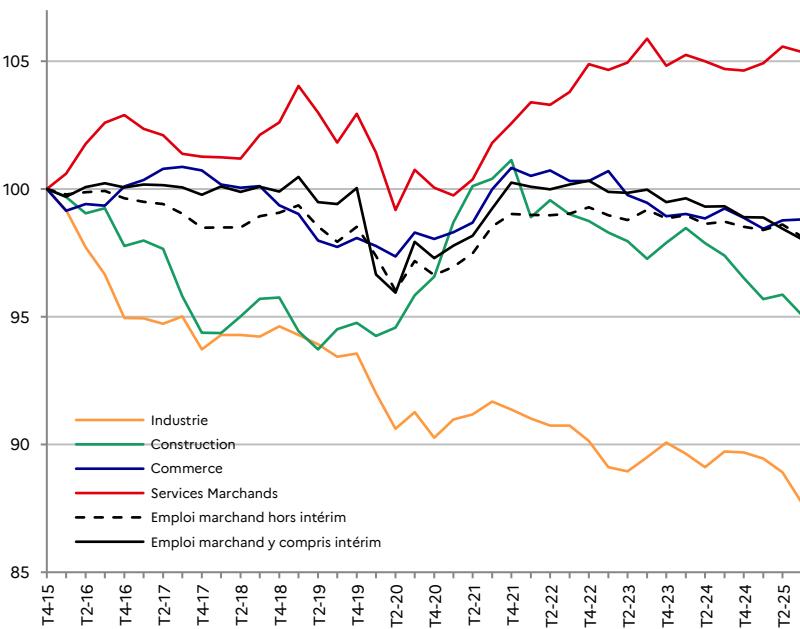
Traitement : Dreets BFC - SESE

(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire du département qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre départemental. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

## Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

### ● dans les secteurs d'activité du département

(base 100 au 31/12/2015)

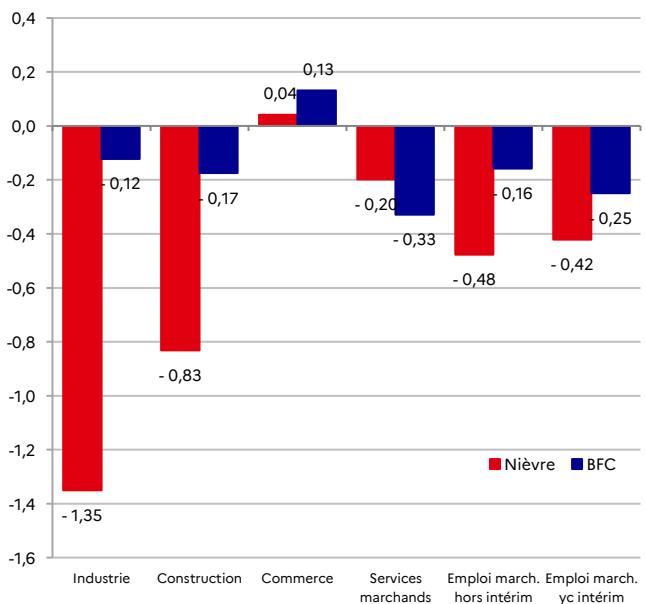


Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoss-Urssaf, Dares, Insee.

Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

### ● dans le département et au niveau régional

(entre le 2<sup>ème</sup> et le 3<sup>ème</sup> trim. 2025, en %)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

# Le recours à l'intérim

## Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Nièvre 3 <sup>ème</sup> trimestre 2025 (Données CVS)	Intérimaires en fin de trimestre <sup>(1)</sup>			Recours à l'intérim <sup>(2)</sup>		Equivalent temps plein en moyenne sur le trimestre <sup>(3)</sup>			Durée moyenne des missions <sup>(4)</sup>	
	Nombre	Evolution		Taux (en %)	Evol. annuelle (en points)	Nombre	Evolution		au cours du trimestre (en semaines)	Evolution sur 1 an (en pt)
		Trim. (en %)	Annuelle (en %)				Trim. (en %)	Annuelle (en %)		
Agriculture	s	s	s	0,2	-0,2	10	0,0	s	1,8	+0,2
Industrie	770	-0,6	-7,9	8,4	-0,5	760	+2,7	-10,6	2,7	-0,5
Construction	140	+0,2	+1,3	4,2	+0,1	130	0,0	0,0	3,0	+0,2
Commerce	140	+26,4	+21,2	1,7	+0,3	130	-7,1	+8,3	1,6	0,0
Services	550	-2,1	+7,3	3,5	+0,2	600	+1,7	+9,1	1,0	-0,1
<b>Ensemble</b>	<b>1 600</b>	<b>+0,6</b>	<b>-0,3</b>	<b>4,2</b>	<b>+0,0</b>	<b>1 620</b>	<b>+0,6</b>	<b>-1,8</b>	<b>1,7</b>	<b>-0,3</b>

s : secret statistique

Note : Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi - activité.

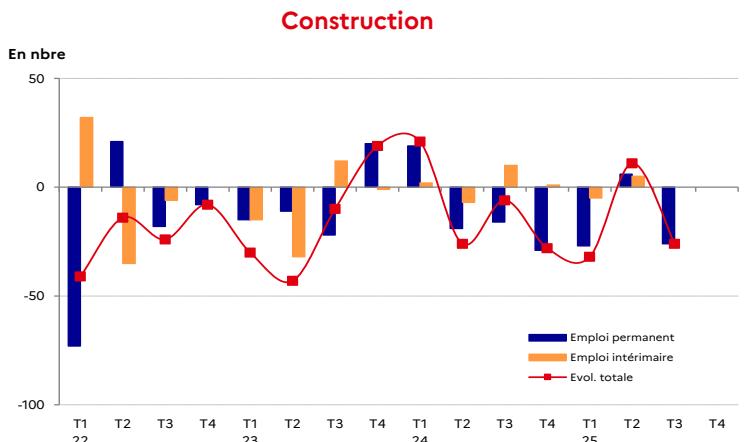
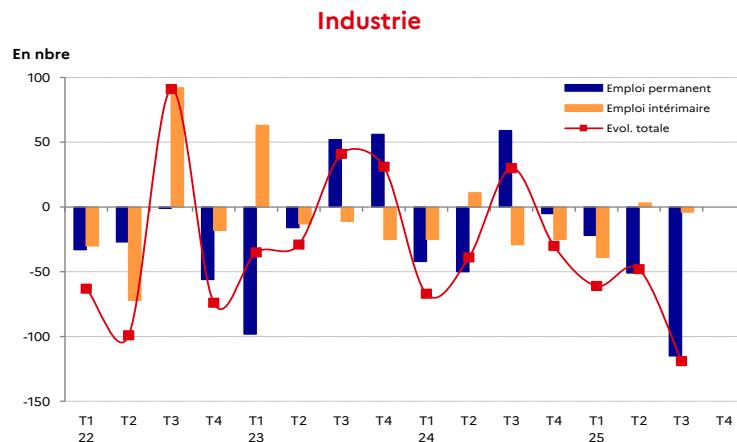
(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoss-Urssaf, Dares, Insee) y compris intérim, en fin de trimestre.

(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

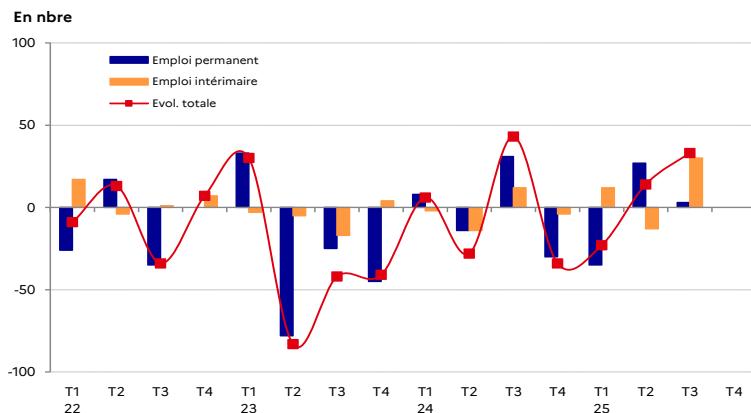
(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

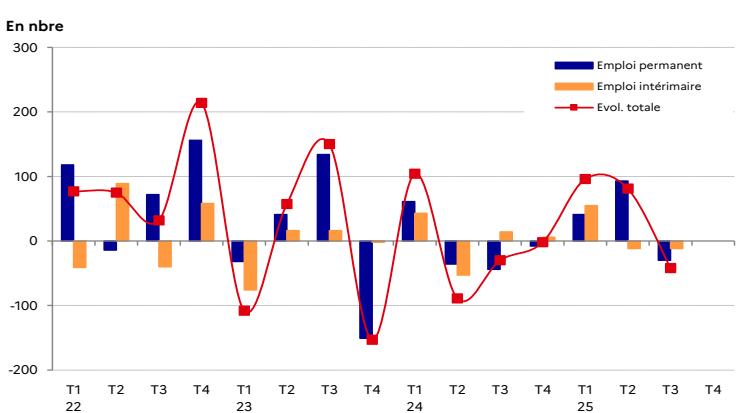
## Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité



### Commerce



### Services



Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) -> courbe rouge
- et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en orange)

Sources : Acoss-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

# Les Mouvements de Main-d'Œuvre

Nièvre		Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble	
3ème trimestre 2025							
Embauches		626	448	1 816	10 491	13 381	
Répartition en %		4,7	3,3	13,6	78,4	100,0	Les mouvements de main-d'œuvre (MMO) recensent l'ensemble des embauches et des fins de contrats de travail au niveau des établissements. Ils permettent de mesurer les entrées et les sorties selon le type de contrat, la durée des contrats et les motifs de sorties.
dont en % :	CDD	69,0	62,1	79,6	89,8	86,5	
	< 25 ans	60,2	54,2	67,4	37,2	42,9	La source : les déclarations sociales nominatives (DSN)
	25 - 49 ans	30,8	35,9	23,0	42,8	39,3	
	50 - 54 ans	3,8	3,3	2,6	7,6	6,6	
	55 ans ou plus	5,1	6,0	6,4	12,4	11,0	
	Femmes	36,1	10,0	53,1	63,5	59,0	
Sorties		686	489	2 042	11 031	14 248	
Répartition en %		5,1	3,7	15,3	82,4	100,0	
dont en % :	Fins de CDD	55,7	55,6	72,1	86,3	81,7	
	dont CDD < 1 mois	27,2	14,7	44,3	79,4	71,8	
	Demissions	18,4	13,7	13,3	5,7	7,7	
	Licenciements économiques	2,0	1,4	0,5	0,6	0,6	
	Licenc. non économiques	8,5	11,7	4,8	2,5	3,4	
	Retraite	3,9	2,7	1,0	0,7	1,0	
	Ruptures Conventionnelles	4,4	5,1	2,5	1,0	1,5	
	< 25 ans	54,2	48,5	67,4	35,9	41,7	
	25 - 49 ans	31,2	37,0	22,0	42,7	39,0	
	50 - 54 ans	3,9	5,1	2,7	7,7	6,7	
	55 ans ou plus	10,6	9,4	7,6	13,7	12,5	
	Femmes	35,9	10,8	53,6	63,6	59,0	

Source : Dares, MMO

Lecture : Au 3ème trimestre 2025 parmi les embauches dans l'industrie 69 % sont des CDD. Les licenciements économiques représentent 2 % des sorties des salariés de l'industrie contre 0,6 % tous secteurs confondus

Les mouvements de main-d'œuvre (MMO) recensent l'ensemble des embauches et des fins de contrats de travail au niveau des établissements. Ils permettent de mesurer les entrées et les sorties selon le type de contrat, la durée des contrats et les motifs de sorties.

La source : les déclarations sociales nominatives (DSN)

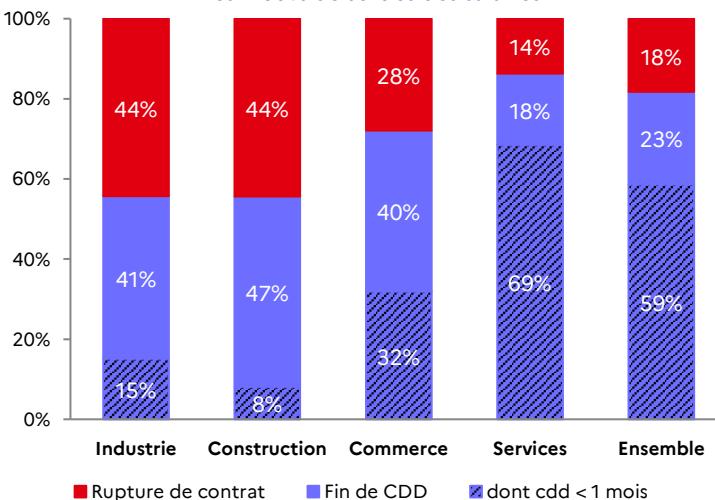
Le champ : établissements employeurs (1 salarié et plus) du champ privé hors agriculture, hors contrats intérimaires et hors particuliers employeurs

## Précautions d'utilisation

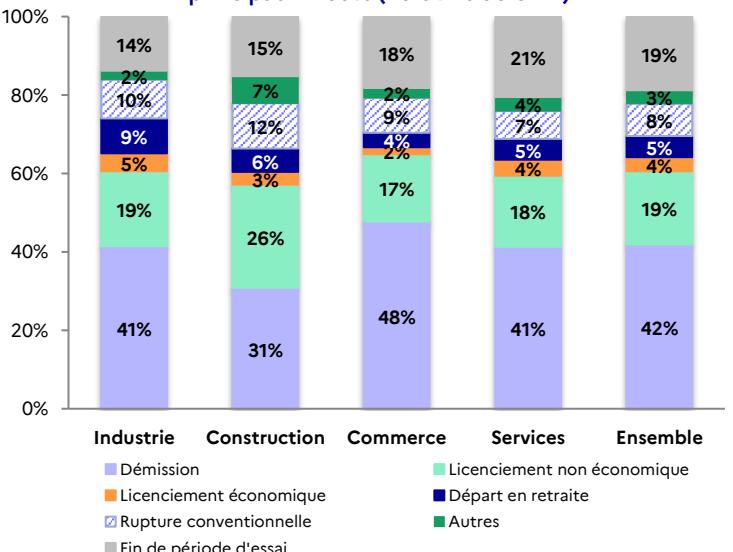
L'écart entre les entrées et les sorties mesurées chaque trimestre via les mouvements de main-d'œuvre ne correspond pas à la variation trimestrielle issue des estimations d'emploi produites par l'Insee, en collaboration avec l'Acoss et la Dares (cf. rubrique "emploi salarié" de cette publication).

Pour en savoir plus :  
<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-mouvements-de-main-doeuvre>

Les motifs de sorties des salariés



Les ruptures de contrats de travail selon les principaux motifs (hors fins de CDD)



Lecture : dans le commerce, 32 % des sorties sont des CDD de moins d'un mois arrivés à terme.

Lecture : dans l'industrie, 41 % des contrats ont pris fin suite à une démission.

Nièvre		< 25 ans	25 - 49 ans	50 - 54 ans	55 ans ou plus	Femmes	Femmes de - de 25 ans	
3ème trimestre 2025								
Actifs en emploi (en %)		10,6	55,9	13,7	19,8	53,2	29,1	
Embauches		5 747	5 260	883	1 471	7 898	3 261	
dont en % :	CDD	88,6	82,6	88,2	91,3	89,3	90,6	
Sorties		5 943	5 552	959	1 788	8 407	3 406	
dont en % :	Fins de CDD	86,4	77,8	81,2	78,8	85,4	89,1	
	dont CDD < 1 mois	59,9	80,3	82,9	82,6	75,9	66,6	
	Demissions	6,1	10,3	7,3	4,8	6,6	5,1	
	Licenciements économiques	0,1	0,9	1,4	1,3	0,5	0,0	
	Licenc. non économiques	3,3	3,7	3,6	2,7	2,5	2,4	
	Retraite	0,0	0,0	0,2	7,8	0,7	0,0	
	Ruptures Conventionnelles	0,4	2,7	2,0	1,5	1,1	0,3	

Lecture : parmi les personnes 55 ans ou plus nouvellement embauchées, 91,3 % ont signé un CDD.

Source : Dares, MMO ; Insee-RP 2022, actifs en emploi de 15 ans ou plus (hors agriculture)

# L'emploi frontalier

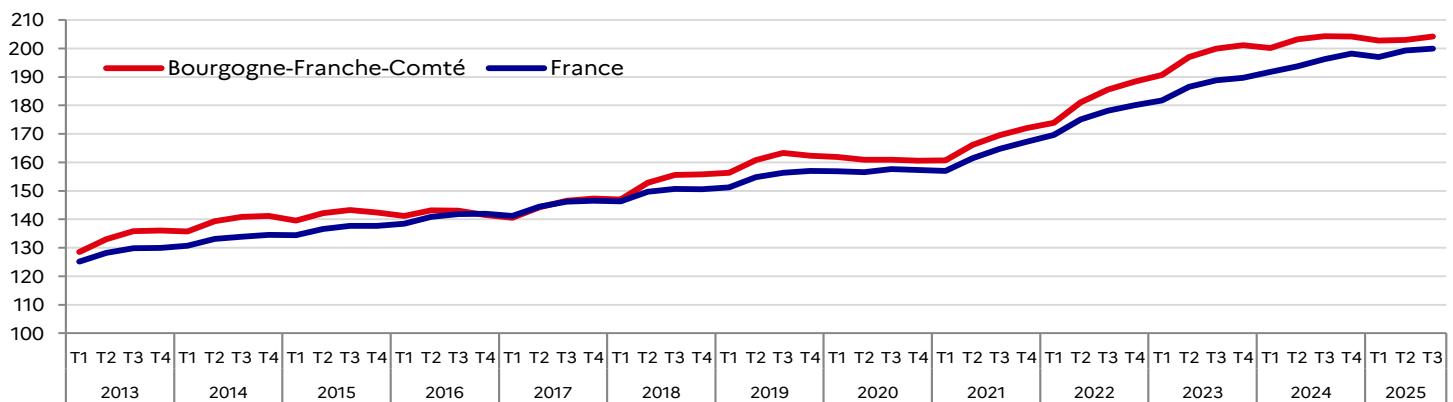
## Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

3 <sup>ème</sup> trimestre 2025	Actifs en emploi RP 2022	Emploi salarié (y compris intérim)					Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)				
		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle	
					en nbre	en %				en nbre	en %
Côte d'Or	228 670	223 470	22,6	-0,5	-2 010	-0,9	250	0,5	+2,0	-9	-3,5
Doubs	230 293	197 150	19,9	-0,2	-1 870	-0,9	34 162	71,0	+0,6	-5	-0,0
Jura	107 034	87 400	8,8	-0,1	-320	-0,4	7 858	16,3	0,0	+47	+0,6
Nièvre	71 592	63 870	6,5	-0,3	-590	-0,9	27	0,1	+8,0	+4	+17,4
Haute-Saône	93 962	68 360	6,9	-0,1	-460	-0,7	807	1,7	+2,2	-6	-0,7
Saône-et-Loire	214 640	191 530	19,4	-0,2	-2 600	-1,3	256	0,5	+2,0	+14	+5,8
Yonne	128 463	109 470	11,1	-0,3	-220	-0,2	42	0,1	+5,0	+5	+13,5
Territoire de Belfort	55 890	48 180	4,9	-0,5	-780	-1,6	4 736	9,8	+1,3	-73	-1,5
BFC	1 130 545	989 450	100,0	-0,3	-8 860	-0,9	48 138	100,0	+0,6	-23	-0,0

Sources : Insee - RP ; Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS) ; Office Fédéral de la Statistique

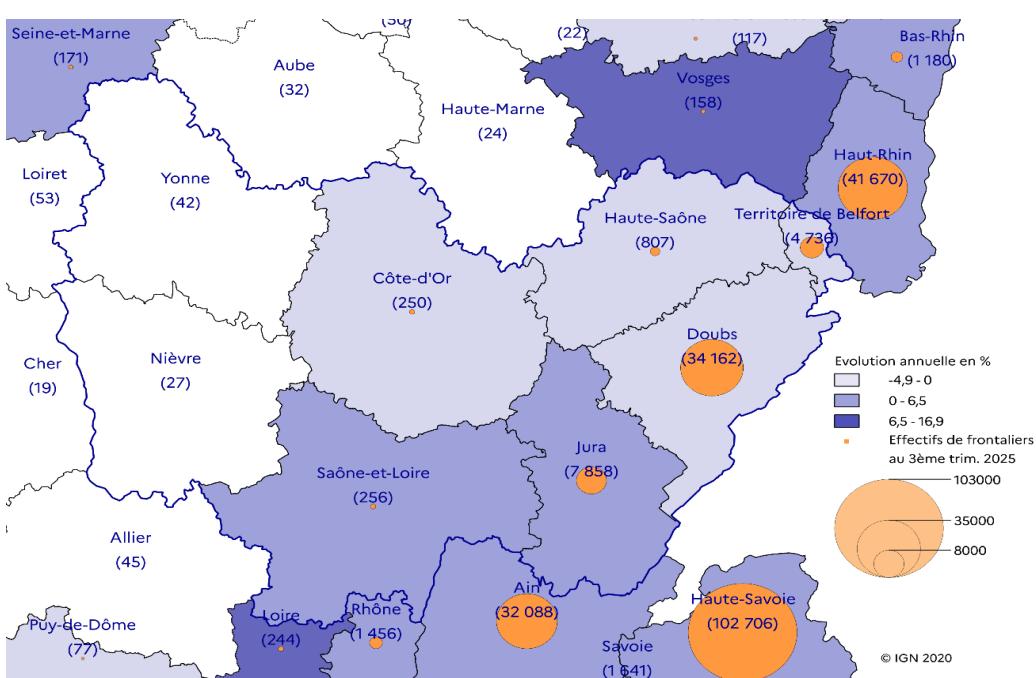
## Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Source : OFS

## Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Lecture : L'emploi frontalier vers la Suisse est stable dans le Doubs. Ce département comptabilise 34 162 travailleurs frontaliers vers la Suisse.

Champ : Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.

Source : Office Fédéral de la Statistique

© IGN 2020

# ► Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

## Les entrées dans les dispositifs

## Les salariés présents dans les dispositifs

Données provisoires	Nièvre			BFC
	T4 2025	Cumul 2025	Var.(%)/ cumul 24	
<b>Mesures d'accompagnement :</b>				
PACEA	257	884	+15,9	+20,2
dt résidents QPV	23	51	-13,6	-28,9
CEJ*	282	1 091	+8,7	+6,4
<b>Contrats aidés (prescriptions) :</b>				
PEC dont :	21	94	-46,9	-57,3
jeunes	6	28	-44,0	-49,6
seniors	8	33	-29,8	-57,9
bénéficiaires RSA	11	41	-36,9	-54,7
DELD	10	43	-53,8	-63,7
TH	5	18	-55,0	-55,7
résidents QPV	s	9	-43,8	-55,0
résidents ZRR	10	64	-42,9	-59,6
<b>Alternance :</b>				
<b>Contrat apprentissage (au 3T 2025)</b>				
- secteur public	55	56	-3,4	-14,3
- secteur privé	1 277	1 460	-0,1	-2,0

\* Données arrêtées à la semaine 52

s : secret statistique

Moyenne trimestrielle Données provisoires	Nièvre		BFC Var.(%)/ T4 2024
	T4 2025	Var.(%)/ T4 2024	
<b>Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :</b>			
PEC	58	-57,7	-69,3
<b>Mesures d'accompagnement :</b>			
PACEA	761	+25,9	+28,1
CEJ*	476	+2,3	-2,8
IAE (au 2T 2025)	651	-0,8	-3,3

► De nombreuses mesures existent pour encourager l'emploi à destination des entreprises ou des personnes en difficulté et les dispositifs présentés ici n'en représentent qu'une partie. Il est d'usage de distinguer :

- ✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (France Travail, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...
- ✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allégements de cotisations sociales ou fiscaux.

Les dépenses sociales à la lisière des politiques d'emploi qui comportent une dimension "d'activation" peuvent compléter ces politiques (RSA, AAH)

En 2023, la dépense pour l'emploi en France a été de 190 milliards d'euros. Les mesures d'incitation à l'embauche représentent la moitié de la dépense avec 95 Md. Le versement d'allocations chômage et d'activité partielle a représenté 47 Md d'euros. Les dépenses de formation et d'incitation à l'activité ont été respectivement de 29 et 16 Md d'euros.

[Dépenses en faveur de l'emploi et du marché du travail en 2023](#)

## Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	T2 2025		Var.(%)/ cumul 2024
	Cumul 2025	Var.(%)/ cumul 2024	
Côte d'Or	320	591	-22,9
Doubs	542	969	+2,4
Jura	255	514	-8,2
Nièvre	203	388	+0,8
Haute-Saône	190	311	-15,3
Saône-et-Loire	412	839	+0,5
Yonne	390	677	-7,5
Territoire de Belfort	122	247	-8,2
<b>BFC</b>	<b>2 434</b>	<b>4 536</b>	<b>-6,7</b>

Sources des tableaux :

Entrées :

PEC (Parcours Emploi Compétence) : DGEFP, calculé au lieu d'exécution du contrat

CEJ (Contrat d'engagement jeune) : DGEFP

PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté, i-milo et DGEFP

Contrat d'apprentissage : DARES-Système d'information sur l'apprentissage (SIA) au lieu de l'établissement employeur

IAE : ASP, traitement Dares

Stock :

PEC : DARES, calculé au lieu d'exécution du contrat

PACEA et CEJ : ARML de Bourgogne-Franche-Comté

IAE : ASP, traitement Dares



# Les prestations de solidarité et d'insertion

## Nombre de foyers allocataires dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

3 <sup>ème</sup> trimestre 2025 données brutes provisoires	RSA		Prime d'activité		AAH		ASS (au 2T 2025)	
	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle
Côte d'Or	10 307	+5,5	38 650	0,0	9 277	+1,0	1 550	+13,4
Doubs	12 867	+2,8	33 060	-0,4	10 380	-0,6	1 737	+18,1
Jura	3 497	+1,6	15 463	-0,9	5 540	-0,5	627	+16,8
Nièvre	5 623	+0,1	13 550	-1,4	6 560	+0,4	777	+11,0
Haute-Saône	3 957	-0,8	15 013	-1,4	6 050	0,0	887	+6,8
Saône-et-Loire	9 243	-1,4	36 467	-1,2	12 927	+1,0	1 703	+3,7
Yonne	8 730	+1,0	23 113	-0,5	7 593	-3,3	1 243	+17,3
Territoire de Belfort	4 160	+0,9	9 527	-0,7	2 907	+5,8	673	+13,5
BFC	58 384	+1,6	184 843	-0,7	61 234	+0,1	9 197	+12,2

\* Moyenne trimestrielle.

### - RSA (Revenu de Solidarité Active) et prime d'activité :

Champ : France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

### - AAH (Allocation aux Adultes Handicapés) :

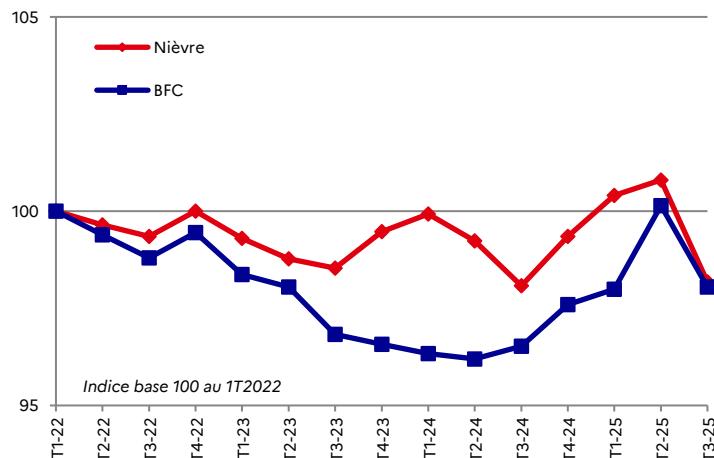
Champ : France, Cnaf (97 % des allocataires de l'AAH relèvent des Caf). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire.

### - ASS (Allocation de Solidarité Spécifique) :

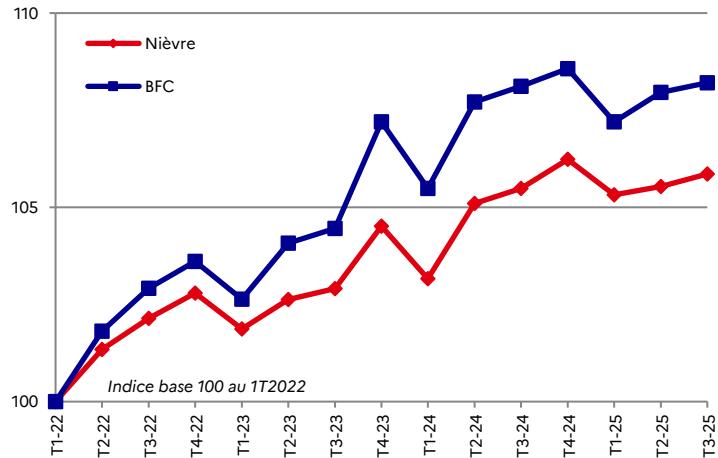
Champ : France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de résidence de l'allocataire.

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitements DREES ; MSA ; France Travail, FNA.

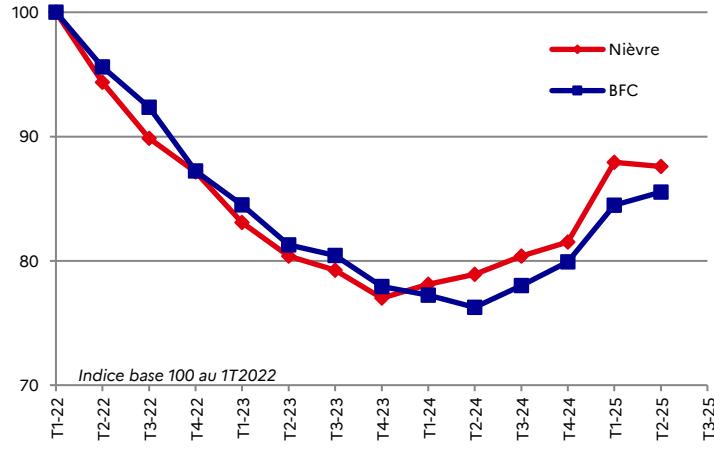
### Nombre de foyers bénéficiaires du RSA



### Nombre d'allocataires de l'AAH



### Nombre d'allocataires de l'ASS



### Nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité

